



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 26/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay

Parc d'activités de Conneuil
Rue Gaspard Monge
37270 Montlouis-Sur-Loire

Références : 2025/0648 VAT20250419
Code AIOT : 0010004012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay implanté Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite du Programme Pluriannuel de Contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay
- Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010004012

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ISDND de capacité 150 000 tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD
- Radioactivité
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Suite VI du 29/11/2024 - PdC 10 - Exploitation de la déchetterie	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suite VI du 24/09/2024 - PdC 6 - Application de la directive IED	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 14	Sans objet
3	Rejets atmosphériques - Moteurs de combustion	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.5	Sans objet
4	Rejets atmosphériques - Torchères	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6	Sans objet
5	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6	Sans objet
6	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.7.1	Sans objet
7	Prévention de	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	la pollution des eaux superficielles	article 5.4.4.3	
8	Production de lixiviats - Analyses	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.6	Sans objet
9	Production de lixiviats - Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.3.1	Sans objet
10	Hauteur de lixiviat en fond de casier	Arrêté Ministériel du 16/02/2016, article 11.I	Sans objet
11	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.3	Sans objet
12	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite VI du 24/09/2024 - PdC 6 - Application de la directive IED

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Après l'article 33 (de l'AM du 15/02/2016), il est inséré un article 33 bis ainsi rédigé :</p> <p>Art. 33 bis. I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation

<p>et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Constats :</p> <p>Constat au 24/09/2024: Partiellement conforme. Le plan de défense incendie comporte quelques coquilles.</p> <p>Réponse du 17/10/2024: Le plan de défense incendie a été corrigé (une copie est jointe).</p> <p>Constat au 24/09/2025: Conforme. Le plan de défense incendie est complet.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Suite VI du 29/11/2024 - PdC 10 - Exploitation de la déchetterie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation de la déchetterie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tableau des rubriques de classement du site mentionne l'exploitation d'une déchetterie située à l'entrée du site de l'ISDND.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constat au 29/11/2024: Non conforme. Présence de déchets interdits à l'apport (un micro-ondes, des pneumatiques et des bombes aérosols dans la benne "ferrailles", un pneumatique dans la benne "tout-venant").</p> <p>Réponse du 06/12/2024: Courrier d'information et de rappel envoyé à la mairie de Sonzay. Pas de réponse reçue.</p> <p>Constat au 24/09/2025: Non conforme. Présence de 2 bombes aérosols dans la benne "tout-venant". Pas de déchets interdits dans les autres bennes. L'exploitant a présenté les fiches d'anomalie adressées à la mairie de Sonzay à chaque découverte de déchets interdits. Il y en a été émis 28 depuis le début de l'année 2025. L'exploitant indique qu'il va de nouveau sensibiliser la mairie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : Rejets atmosphériques - Moteurs de combustion

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des moteurs de combustion
Prescription contrôlée : Cet article fixe, pour les moteurs de combustion du biogaz, les valeurs limites d'émission (sur gaz sec à 5% d'O ₂) suivantes: SO ₂ à 3000 mg/Nm ³ , CO à 1200 mg/Nm ³ , NO _x à 525 mg/Nm ³ et poussières à 150 mg/Nm ³ . Cet article prescrit également un contrôle tous les 3 ans des émissions de ces paramètres.
Constats : Conforme. Le dernier contrôle a été effectué le 19/04/2023. Tous les paramètres ont été analysés. Les résultats sont conformes. Il n'y a pas eu de contrôle en 2024 et 2025. Le prochain contrôle est programmé pour 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets atmosphériques - Torchères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des torchères
Prescription contrôlée : Cet article fixe, pour les torchères, les valeurs limites d'émission du SO ₂ à 300 mg/Nm ³ (si flux supérieur à 25 kg/h) et du CO à 150 mg/Nm ³ . Cet article prescrit également un contrôle annuel de ces deux paramètres ou après 4500 h de fonctionnement.
Constats : Conforme. Le dernier contrôle (2 torchères) a été effectué le 27/05/2024. Tous les paramètres ont été analysés. Les résultats sont conformes. L'exploitant précise que ces 2 torchères ne sont utilisées que lorsque les moteurs de cogénération sont à l'arrêt (panne et/ou maintenance). Depuis le dernier contrôle, elles ont très peu fonctionné: 440 h pour la 1ère et 230 h pour la 2nde. Aucune date n'est fixée pour le prochain contrôle, les 4500 h n'étant pas atteintes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Composition du biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant procède, à ses frais, pendant la phase d'exploitation, au moins une fois par mois à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation en particulier en ce qui concerne la teneur en CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S, H ₂ O, H ₂ (+ CO selon l'arrêté ministériel du 15/02/2016).
Constats : Conforme. L'exploitant effectue mensuellement une analyse de la composition du biogaz capté. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels des 2 premiers trimestres 2025 communiqués à l'inspection. Une synthèse figure dans le rapport annuel d'activité de l'année 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise trimestriellement une analyse de ses eaux souterraines (4 piézomètres) conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse complète des eaux souterraines, conformément à l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
Constats : Conforme. L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des eaux souterraines. Une fois sur deux, l'analyse comporte l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel. La 1ère analyse (allégée) de l'année 2025 a été réalisée le 14/01/2025. La 2nde (complète) a été réalisée le 01/04/2025. Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels communiqués à l'inspection. La 3ème analyse de l'année 2025 a été réalisée le 17/07/2025. Les résultats seront reportés sur le bilan trimestriel du 3ème trimestre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise trimestriellement une analyse de ses rejets d'eaux de ruissellement. Tous les trimestres, les paramètres analysés sont ceux figurant dans l'arrêté préfectoral (MES, DCO, DBO5, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Fe, Al et hydrocarbures). Un trimestre sur deux, les analyses sont complétées par celles des autres paramètres figurant dans l'arrêté ministériel (COT, azote global, phosphore total, phénol, fluorures, cyanures libres et composés organiques halogénés).
Constats : Conforme. L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des rejets d'eaux de ruissellement. Une fois sur deux, l'analyse comporte l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel. Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels communiqués à l'inspection. Les résultats des 2 premiers trimestres 2025 (analyses des 06/02/2025 et 01/04/2025) ne font pas ressortir de dépassement des VLE. Les analyses du 3ème trimestre 2025 ont été réalisées le 17/07/2025. Les résultats seront reportés dans le bilan trimestriel du 3ème trimestre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Production de lixiviats - Analyses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Composition et recirculation des lixiviats
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise mensuellement une analyse des lixiviats bruts. Des prélèvements et analyses sont bien effectués tous les mois au niveau du bassin amont. Tous les paramètres demandés sont analysés. L'exploitant réalise trimestriellement une analyse des lixiviats traités.
Constats : Conforme. L'exploitant effectue mensuellement une analyse des lixiviats bruts. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont communiqués à l'inspection dans les rapports trimestriels. L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des lixiviats traités. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont communiqués à l'inspection dans les rapports trimestriels.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Production de lixiviats - Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.3.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adressera à l'Inspection des Installations Classées, en 2 exemplaires, un rapport d'activité comprenant une synthèse des informations sur la surveillance des eaux souterraines, des eaux de ruissellement, des lixiviats et du biogaz, sur les accidents et anomalies, ainsi que tout élément pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage de déchets dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission locale d'information et de surveillance.
Constats : Conforme. Le rapport annuel d'activité de l'année 2024 comporte une synthèse des analyses mensuelles des lixiviats bruts (§ 3.2.5).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Hauteur de lixiviat en fond de casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/02/2016, article 11.I
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de lixiviat en fond de casier
Prescription contrôlée : Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 cm au dessus de la géomembrane, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante.
Constats : Pas d'écart constaté. La hauteur de lixiviats mesurée en fond du puits 43.A est de 6 cm.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques devront être entretenues en bon état et devront être contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.
Constats :

Pas d'écart constaté.

Les installations électriques ont été vérifiées le 17/04/2025 par l'APAVE. Le rapport établi à l'issue de cette vérification mentionne 4 observations.

Le Q18 associé indique que les installations électriques "peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion".

L'exploitant a présenté le devis du 17/06/2025 de la société F.FLUIDES établi pour lever toutes les observations émises par l'APAVE. La commande de travaux a été passée le 19/06/2025 et les travaux effectués le 19/06/2025 (confirmé par la facture du 30/06/2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

Prescription contrôlée :

Les installations devront être dotées de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci seront au minimum constitués par des extincteurs portatifs répartis sur les lieux présentant un risque spécifique, bien visibles et facilement accessibles.

(...)

Ces matériels devront être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :**Pas d'écart constaté.**

Les extincteurs ont été vérifiés le 05/02/2025 par la société EUROFEU. Plusieurs ont été remplacés. Cette intervention est notée sur le registre de sécurité du site.

Type de suites proposées : Sans suite